



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Secrétariat général  
pour les affaires régionales  
et européennes*

## ***Accord-cadre à marchés subséquents***

***Prestations d'assurances pour les services de l'Etat et certains  
établissements publics en région Grand Est***

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)**

***Le présent document est commun à tous les lots***

**2026\_PFRAGE\_ASSUR**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS.....</b>	<b>3</b>
3.1	Les biens assurés .....	3
3.1.1	Biens immobiliers.....	3
3.1.2	Biens mobiliers – matériels - marchandises.....	3
3.1.3	Les archives et documents.....	4
3.1.4	Objets de valeur et d'art .....	4
3.2	Les événements dommageables assurés.....	5
3.2.1	Incendie et événements assimilés .....	5
3.2.2	Dommages électriques et électroniques aux bâtiments et aux appareils.....	5
3.2.3	Dégâts des eaux .....	5
3.2.4	Vols et actes de vandalisme et détériorations immobilières .....	6
3.2.5	Bris de glace (y compris les verrières et vérandas) .....	7
3.2.6	Evènement naturel et climatique : tempête, grêle, neige... ..	7
3.2.7	Bris des matériels informatiques et de bureautique – Tous risques informatique (PSE 1) 8	
3.2.8	Frais et pertes divers y compris les honoraires d'expert.....	9
3.2.9	Responsabilité – Recours.....	9
3.2.10	Attentats et événements annexes.....	10
3.2.11	Catastrophes naturelles.....	10
3.2.12	« Tous risques sauf » .....	10
3.3	Montant des garanties et franchises .....	10
3.3.1	Dommages et sinistres à garantir.....	10
3.3.2	Garanties supplémentaires (prestations supplémentaires éventuelles – PSE).....	11
3.4	Limitation contractuelle d'indemnité (LCI) .....	12
3.5	Franchise.....	12
3.6	Exclusions .....	12
<b>4</b>	<b>ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE.....</b>	<b>13</b>
4.1	Définition.....	13
4.2	Les garanties minimales couvertes .....	14
4.3	Tableau de montant des garanties et des franchises.....	15
4.4	Franchise.....	15
4.5	Exclusions .....	15
<b>5</b>	<b>CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....</b>	<b>16</b>

## **1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

---

Les services de l'État et certains établissements publics situés en région Grand-Est coordonnent leurs besoins communs en matière de prestations d'assurance multirisque-dommages aux biens et objets de valeur et d'art, ainsi que d'assurance responsabilité civile.

## **2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

---

Le marché est écrit sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. En cas d'évolution des textes réglementaires, le titulaire devra s'y conformer et adapter les prestations concernées.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit se référer aux obligations réglementaires, se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur applicables pour les différentes prestations concernées par le marché.

## **3 ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS**

---

### **3.1 Les biens assurés**

#### **3.1.1 Biens immobiliers**

Sont concernés les bâtiments et divers biens immobiliers désignés dans les annexes 1 à 3 au CCTP, dont l'administration est propriétaire, locataire ou occupant à un titre quelconque ou qui sont mis à sa disposition ainsi que :

- Les dépendances, aisances, aménagements intérieurs et extérieurs, embellissements, décoration et tous biens réputés immeubles par nature, destination ou incorporation.
- Les biens dans les salles mises à disposition ou prêtées à des tiers dans le cadre de manifestations, événements ou toute autre activité occasionnelle accueillant du public.

La garantie de l'Assureur sera engagée alors même que l'Administration ne serait pas reconnue responsable de leur avarie ou de leur destruction.

Il s'agit de l'ensemble des bâtiments, annexes et dépendances, locaux techniques, bâtiments précaires, constructions modulaires et installations temporaires situées en tous lieux.

Sont également inclus :

Les clôtures, murs d'enceinte et aménagements immobiliers par nature ou destination ; les voiries et réseaux divers ; tous les agencements, aménagements, installations et objets quelconques, intérieurs ou extérieurs, fixes ou mobiles, réputés immeubles par nature ; tout agrandissement de bâtiments existants, ainsi que toutes constructions nouvelles, appentis, annexes, enceintes et clôtures établis (au fur et à mesure de leur exécution).

#### **3.1.2 Biens mobiliers – matériels - marchandises**

Cette garantie s'applique sans aucune exception, ni réserve, à l'ensemble et à la généralité des objets composant les biens meubles de toutes natures (meubles, matériels, machines, instruments, agencements, outillages, effets et vêtements, équipements et installations divers ...de toutes natures sauf

ceux assurés, par ailleurs, par des contrats spéciaux ou des garanties spécifiques) appartenant à l'entité souscriptrice ou confiés à elle pour son intérêt et son usage exclusif.

En tout état de cause, le présent article garantit également la responsabilité de l'assuré à l'égard des biens dont il serait locataire ou responsable à quelque titre que ce soit et également pour démonstration, foires, expositions, et dans tous les cas, sur le territoire continental français, dans les pays limitrophes ou membres de l'Union Européenne.

Sont également inclus :

- Les marchandises en tous états, fournitures, approvisionnements et emballages.
- Les embellissements, aménagements, installations.

### **3.1.3 Les archives et documents**

Cette garantie s'applique aux archives, dossiers, pièces, documents, registres informatiques ou non dont l'entité souscriptrice est propriétaire ou détentrice et qui sont situés dans un bâtiment désigné à l'état du patrimoine. Elle porte sur le remboursement de la valeur papier, timbré ou non timbré, les frais et la valeur du cartonnage et de la reliure. Les frais matériels de copies et écritures nouvelles, comprenant la rémunération des employés chargés de ces copies et écritures et les frais engagés pour opérer le remplacement des archives.

Cette garantie porte sur :

- Le remboursement de la valeur du papier, timbré ou non timbré, les frais et la valeur du cartonnage et de la reliure,

Les frais matériels de copies et écritures nouvelles, comprenant la rémunération des employés chargés de ces copies et écritures et les frais engagés pour opérer le remplacement des archives.

### **3.1.4 Objets de valeur et d'art**

Sont notamment compris dans les objets de valeur inscrits à l'inventaire des services bénéficiaires :

- Les bijoux, pierres précieuses et perles fines,
- Les pièces, lingots, objets en métal précieux massif (or, argent, platine, vermeil),
- Les fourrures, tapis, tableaux, livres, statues, tapisseries, meubles d'époque ou signés, objets rares,
- Les collections, c'est-à-dire la réunion de plusieurs objets de même nature ayant un rapport entre eux.

Les objets inscrits à l'inventaire seront indemnisés en cas de sinistre de telle sorte qu'ils soient reconstitué à l'identique. De même les biens mobiliers ayant une valeur historique reconnue seront indemnisés sur la base du coût nécessaire à la reconstruction d'une copie si leur reconstruction s'avère impossible.

La garantie ne s'étend pas à la dépréciation d'une série complète par suite de la disparition ou de la destruction d'un de ses éléments.

Toutefois, ne sont pas considérés comme biens assurés, les espèces monnayées, les titres de toute nature, les billets de banque.

En cas de besoin, les services pourront faire la demande d'une assurance clou à clou auprès du

titulaire du marché. Cette demande fera l'objet d'une offre tarifaire de l'Assureur et de la mise en place d'un avenant au marché subséquent. Les biens assurés seront garantis, dès l'instant où l'on s'en saisit (à nu ou en caisse) et ce jusqu'à ce qu'ils soient acheminés et installés au lieu indiqué par l'Assuré, depuis leur départ du lieu désigné jusqu'à leur retour au lieu également désigné par l'Assuré ; y compris séjours intermédiaires notamment : ateliers d'emballage, atelier de soclage, ateliers de restauration, entrepôts, douane, lieu de transit, etc..., et ce, durant la période indiquée.

### **3.2 Les événements dommageables assurés**

Les tarifs forfaitaires annuels du titulaire sont indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement pour chacun des lots ; suivant les garanties comprenant au minimum, et de manière impérative, le dédommagement des dommages suivants :

#### **3.2.1 Incendie et événements assimilés**

Tous les dommages dus à :

- L'incendie (combustion, embrasement avec flammes en dehors d'un foyer normal) ;
- L'explosion ou implosion de toute nature ;
- La chute de la foudre ou tout autre phénomène atmosphérique, y compris les dommages causés par la chute des éléments voisins ;
- L'émission soudaine ou fortuite de fumée ou gaz de toute nature et de toute origine ;
- Le choc d'un véhicule terrestre identifié ou non ;
- Les conséquences du franchissement du mur du son par un appareil de navigation aérienne ;
- Le choc ou chute d'appareil et d'engin aérien ou spatial ainsi que tout objet ;
- Les moyens de secours et/ou des mesures de sauvetage ;
- L'effondrement.

Sont garantis, les dommages matériels subis par les biens assurés et causés par l'effondrement ou menace réelle d'effondrement de tout ou partie des fondations, de l'ossature, du clos et du couvert, des caves et caveaux.

La garantie est acquise non seulement pour le remplacement ou la reconstruction de la partie endommagée, mais également pour les marchandises endommagées par l'effondrement.

#### **3.2.2 Dommages électriques et électroniques aux bâtiments et aux appareils**

Sont garantis les dommages matériels d'origine interne subis par les machines, matériels, appareils et installations électriques ou électroniques ainsi que leurs accessoires, les canalisations électriques ou téléphoniques ; y compris les transformateurs, moteurs, groupes, autocommutateurs, téléphonie, informatique et bureautique, audio et vidéo, canalisations enterrées et murées et résultant de :

- L'incendie, l'explosion, l'implosion,
- L'électricité,
- La chute de la foudre ou l'influence de l'électricité atmosphérique,
- L'échauffement et l'excès de chaleur.

#### **3.2.3 Dégâts des eaux**

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par tous liquides et résultant :

- De fuites, ruptures ou débordements :

- Des conduites d'adduction, de distribution ou d'évacuation d'eau ou autres liquides, situées à l'intérieur ou non des bâtiments assurés,
  - Des installations de chauffage et de climatisation,
  - Des appareils d'eau,
  - Des chéneaux et gouttières.
- Les pénétrations accidentelles, infiltrations au travers des toitures, façades, ciels vitrés, skydômes, pyrodômes, terrasses et balcons formant terrasses, qu'il s'agisse de pluie, de neige ou de grêle.
  - Les débordements, renversements et ruptures de récipients de toute nature.
  - Les entrées d'eau ou les infiltrations accidentelles par des ouvertures telles que baies, portes et fenêtres, normalement fermées, ou par les gaines d'aération ou de ventilation et les conduits de fumée.
  - Les engorgements et les refoulements d'égouts et d'eaux pluviales et des canalisations souterraines ou non.
  - Les eaux de ruissellement, les inondations.
  - Les dégâts causés par le gel aux appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage, aux conduites situées à l'intérieur des bâtiments assurés.

La garantie s'étend au remboursement des frais exposés pour la recherche des fuites ayant provoqué un dommage assuré y compris les frais de terrassement et de réparation et les dégradations consécutives à ces travaux.

### **3.2.4 Vols et actes de vandalisme et détériorations immobilières**

Sont garanties les pertes résultant de la disparition, de la destruction ou de la détérioration des biens, des espèces et valeurs par suite de vol ou tentative de vol ainsi que les actes de vandalisme commis à l'intérieur des locaux assurés dans l'une des circonstances suivantes :

- Par effraction, escalade ou usage de fausses clefs (notamment article 132-73 du code pénal modifié par loi n°2004-204 du 9 mars 2004 – art. 12 JORF 10 mars 2004 et dispositions législatives et réglementaires modificatives),
- Sans effraction s'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement dans les lieux,
- Usage de fausse clef, clefs volées et perdues,
- Avec menaces ou violences sur les personnes,
- Pendant un incendie,
- Par les élus, préposés, salariés ou toute autre personne placée sous l'autorité ou le contrôle de l'entité souscriptrice à la condition toutefois que le vol, tentative de vol ou l'acte de vandalisme soit commis en dehors des heures de travail ou de service, dans les cas et conditions définis ci-dessus et sous réserve que le coupable fasse l'objet d'une plainte non retirée sans l'accord de l'Assureur.

**Concernant les transports d'espèces et de valeurs ; sont également garanties les pertes résultant des mêmes faits :**

- Par suite de vol ou tentative de vol précédé, accompagné ou suivi de meurtre, tentative de meurtre, de violences ou menaces dûment établies sur la personne du porteur, d'un membre de sa famille, ou de son ou ses accompagnateurs.
- Ou par suite d'un accident ou événement de force majeure, tel un accident de la circulation ou un malaise du porteur.

**Les garanties sont étendues aux risques suivants :**

- Détériorations immobilières.
- La garantie est acquise aux dommages et/ou aux pertes causés aux immeubles, y compris aux portes et à leurs moyens de fermeture, aux fenêtres, à leur système de protection ainsi qu'à l'installation d'alarme et également aux équipements et installations considérés comme immeuble par destination.
- Frais de clôture et de gardiennage.
- La garantie est acquise aux frais de clôture et de gardiennage provisoire.

### **3.2.5 Bris de glace (y compris les verrières et vérandas)**

Sont garantis le coût de remplacement et réparation (y compris les frais de pose et de transport) concernant :

- Les glaces, vitres, vitraux, marbres et autres produits verriers ou plastiques de même usage se trouvant à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments ou des ouvrages quels que soient leur nature, leur position ou leur enchâssement, y compris les appareils sanitaires.
- Les enseignes en verre ou plastique de même usage se trouvant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux.
- Les inscriptions, décorations, gravures et lettres peintes ou appliquées ainsi que les films et vernis antisolaires, les couvertures transparentes des capteurs solaires y compris les dommages aux autres parties du capteur.
- Les parois vitrées d'abris et les produits verriers ou plastique des mobiliers urbains.

Sont compris dans la garantie :

- Les frais de clôture et/ou gardiennage provisoire.
- Les dommages causés aux autres biens par les débris de verre.
- Les frais de dépose, de déplacement et de remplacement du mobilier, du matériel et des marchandises dus aux réparations.
- Les frais supplémentaires de pose et de réparation ; notamment dus à des difficultés particulières de pose ou de dépose des produits assurés et entraînant des travaux supplémentaires.

### **3.2.6 Evènement naturel et climatique : tempête, grêle, neige...**

Sont garantis les dommages matériels, causés aux biens mobiliers et immobiliers et provoqués par :

- L'action du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un ou plusieurs bâtiments de bonne construction dans la commune du bien sinistré ou dans les communes avoisinantes et/ou lors d'une manifestation violente d'un phénomène exceptionnel qui ne détruit qu'un seul ouvrage (exemple dit du couloir).



- L'action de la grêle sur les biens assurés.
- Le poids de la neige (de la glace ou de l'eau) accumulée sur les toitures, terrasses et balcons en surplomb.

Sont également garantis les dommages matériels, causés aux biens mobiliers et immobiliers, tout autre événement climatique hors catastrophes naturelles telles que les mouvements de sol, les glissements de terrain, les raz de marée, sauf dans le cadre des dispositions relatives à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.

En cas de doute ou de contestation et à titre de complément de preuves, l'entité souscriptrice devra produire un document officiel établi par la station de la météorologie nationale la plus proche, afin d'apprécier si, au moment du sinistre, l'agent naturel avait ou non, pour la région du bâtiment sinistré, une intensité normale.

### **3.2.7 Bris des matériels informatiques et de bureautique – Tous risques informatique (PSE 1)**

Sont garantis :

- Les matériels informatiques de gestion : l'unité centrale, les périphériques, les claviers, écrans, lecteurs (de disques, disquettes), imprimantes, modems, scanners de documents, ainsi que les logiciels systèmes et/ou l'ensemble des logiciels d'application et les supports informatiques d'informations.
- Les équipements de bureautique et télématique : fax, minitels, matériels de télécopie (télex), postes de téléphone et les autocommutateurs, photocopieurs, machines de traitement de texte, machines à affranchir.
- Les micro-ordinateurs portables.

De manière générale, sont couverts tous les matériels destinés à la saisie, au traitement, au stockage et à la restitution de l'information comprenant l'équipement et les pièces le composant. La multirisque s'applique aussi aux médias, archives, informations ou supports employés dans le traitement de l'information, situés dans les bâtiments des services déconcentrés de l'Etat et établissements publics ainsi que dans les lieux de sauvegarde et en cours de transport entre ces différents lieux.

***La garantie porte sur la totalité du parc assuré au titre des biens informatiques assurés et du capital déclaré dans les annexes 1 à 3 au CCTP.***

Sont notamment couverts les dommages survenus au cours des opérations de démontage, déplacement dans les locaux des services déconcentrés de l'Etat et établissements publics, et, remontage, nécessités par des travaux d'entretien ou de réparation.

La garantie s'étend :

- Au remplacement des supports informatiques ;
- A la reconstitution des informations ;
- Aux matériels d'alimentation générale du système de traitement tels que l'alimentation électrique et climatique ;
- Aux frais et honoraires d'expert ;
- Aux frais d'étude, d'analyse, de programmation ;
- Au remplacement des clefs de protection des logiciels.

Entrent dans la définition des matériels électriques et électroniques les matériels informatiques et



de bureautique nouveaux et innovants découlant de l'évolution technologique.

### **3.2.8 Frais et pertes divers y compris les honoraires d'expert**

Les frais et pertes diverses résultant d'un dommage garanti sont couverts à concurrence des capitaux mentionnés au tableau des garanties joint au cadre de réponse technique du candidat.

La garantie porte sur l'ensemble des frais et préjudices suivants :

- La perte des loyers et des charges (24 mois)
- Le perte d'usage
- La perte financière
- Les troubles de la jouissance
- Les frais de déplacement et de remplacement, de réinstallation et de relogement
- Les frais de démolition, de déblais, de destruction et de neutralisation, d'étalement, de stockage, de dépoussiérage, d'enlèvement, de bâchage, d'échafaudage, de décontamination et de nettoyage des biens assurés (rendus obligatoires par la réglementation) y compris les frais de transport jusqu'aux lieux de traitement) ;
- Les frais et honoraires de bureaux d'études, d'experts, de contrôle technique, d'ingénierie, d'architectes ou de décorateurs ;
- Les frais nécessités par la mise en conformité des lieux, les frais de gardiennage, de protection et de clôture provisoire
- Les frais d'acheminement de toutes pièces de remplacement d'un matériel endommagé
- Les frais engagés pour réduire les conséquences et l'ampleur du sinistre
- Les frais de recherche des causes du sinistre
- Les dommages matériels dus aux moyens de secours (y compris les frais exposés par l'Administration à l'occasion de l'intervention des moyens de secours)
- Les frais exposés à la suite de mesures conservatoires imposées par décision administrative, notamment de dépollution, de décontamination ou d'assainissement

### **3.2.9 Responsabilité – Recours**

L'assurance couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut être mise en jeu vis-à-vis des voisins ou de tout autre tiers à raison des dommages de toute nature, sont couverts :

- Les risques locatifs « *bâtiment* » : la responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire pour les dommages matériels affectant les bâtiments loués ou confiés ;
- Les risques locatifs « *matériel et mobilier* » : la responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire de ces biens pour les dommages matériels affectant le matériel et le mobilier loué ou mis à disposition ;
- Le trouble de la jouissance : la responsabilité du locataire à l'égard du propriétaire pour le trouble de jouissance consécutif à des dommages matériels causés à un ou plusieurs colocataires ;
- La responsabilité « *perte de loyers* » : la responsabilité que l'Administration peut, comme locataire, encourir à l'égard du propriétaire pour le loyer de ces locaux, pour celui de ses colocataires et pour la perte d'usage des locaux occupés par le propriétaire ;
- Les recours des locataires : la responsabilité que l'Administration peut, en sa qualité de propriétaire, encourir à l'égard des locataires pour la perte d'usage consécutif à des dommages matériels dans les locaux occupés.

Les garanties ne s'exercent que pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des

locaux sinistrés dans la limite d'une durée de deux ans à compter du jour du sinistre.

Le recours des voisins et des tiers et ou risque locatifs supplémentaires sans limitation, la garantie du recours des voisins et/ou des tiers et risques locatifs supplémentaires comprend, tant les dommages matériels que les autres dommages directs ou indirects, tels que la perte des loyers, la privation de jouissance et tous les préjudices subis par les tiers à la suite d'un sinistre

### **3.2.10 Attentats et évènements annexes**

L'Assureur garantit les dommages directement causés aux biens assurés à l'occasion d'attentats et d'actes de terrorisme (Loi n°2006-64 du 23 janvier 2006) ou de sabotage, d'attentats et d'actes de vandalisme ou de sabotage, de grève, d'émeutes, de mouvements populaires, d'attroupements et rassemblements.

### **3.2.11 Catastrophes naturelles**

Loi 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée par la Loi 95-101 du 02 février 1995 – Loi des finances 2011-1977 du 28 décembre 2011 - Article 12 Loi 2004-811 – Articles L125-1, L125-2 et L125-3 du Code des Assurances.

Sont garantis à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs « non assurables » à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pas empêché leur survenance ou n'ont pu être prises.

La garantie ne peut être mise en place qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constitué par la franchise.

### **3.2.12 « Tous risques sauf »**

Cette garantie vient en complément des garanties principales. Elle consiste à garantir les dommages matériels subis par les biens assurés et résultant d'événements qui ne sont pas déjà prévus dans le présent contrat.

La présente garantie ne peut, en aucun cas, avoir pour objet de pallier à l'application d'une des exclusions jouant au titre d'une des garanties mentionnées au présent contrat.

- Attentat, émeutes, mouvements populaires ;
- Responsabilité civile de l'Etat liées aux préjudices matériels et corporels causés aux tiers ;
- Catastrophes technologiques ;
- Catastrophes naturelles ;
- Bris de machine - Tous Risques Informatique (PSE 1).

## **3.3 Montant des garanties et franchises**

### **3.3.1 Dommages et sinistres à garantir**

Le montant des garanties et franchises est précisé en annexe 5 au CCTP.

L'étendue des besoins ainsi que les données nécessaires aux candidats sont répertoriées dans les annexes au CCTP. L'ensemble des œuvres et mobiliers (acquis ou mis à disposition) cités dans les annexes doivent être assurés dans leur globalité.

Les garanties sont acquises aux adresses de risques indiquées dans le marché subséquent (bâtiments appartenant à l'Etat ou mis à sa disposition).

Les garanties s'exercent par sinistre à concurrence des montants des garanties et sous déduction des montants des franchises.

Les candidats joindront à leur offre un état complet et explicatif des garanties, listées ci-dessus ainsi que celles qu'ils jugeraient utiles ou différenciatrices dans leur offre, en référant clairement les prestations auxquelles elles s'appliquent.

Ces garanties seront annexées par le candidat au cadre de réponse technique joint obligatoirement à l'offre.

L'assureur déroge purement et simplement à l'application de la règle proportionnelle de capitaux prévue par l'article L.121-5 du code des assurances pour l'ensemble de la police.

### **3.3.2 Garanties supplémentaires (prestations supplémentaires éventuelles obligatoire – PSE)**

Cette prestation supplémentaire constitue une extension de la solution de base :

Bris des matériels informatiques et de bureautiques - Tous Risques Informatique (PSE 1)

EVENEMENTS ET DOMMAGES ASSURABLES	POUR INFORMATION DES CANDIDATS	
	MONTANT DE LA GARANTIE	MONTANT DE LA FRANCHISE DES CONTRATS ACTUELS
MULTIRISQUE INFORMATIQUE – PSE 1		
Dommages aux matériels et supports	300 000 €	Franchise absolue 500 €
Frais de reconstitution des médias	100 000 €	Franchise absolue 500 €
Frais supplémentaires d'exploitation	100 000 €	Franchise absolue 500 €

Cette garantie supplémentaire (PSE 1) fait, obligatoirement, objet d'une offre de prix par le candidat.

Le candidat indiquera ses tarifs forfaitaires annuels à l'endroit prévu dans les annexes financières de l'acte d'engagement ; pour chaque site et chacun des lots.

L'assureur déroge purement et simplement à l'application de la règle proportionnelle de capitaux prévue par l'article L.121-5 du code des assurances pour l'ensemble de la police.

Chaque service ou établissement public, à la notification de son marché subséquent, mentionnera si la PSE est retenue.

### **3.4 Limitation contractuelle d'indemnité (LCI)**

La limitation contractuelle d'indemnité (LCI) non indexée par sinistre est fixée à :

- 49.9 M € pour les bâtiments d'une superficie supérieure à 3 000 m<sup>2</sup>
- 19.9 M € pour les bâtiments d'une superficie inférieure à 3 000 m<sup>2</sup>

La LCI s'applique pour chacun des lots et est incluse pour l'ensemble des dommages, pertes, frais et tous préjudices confondus non indexés, quel que soit le nombre de bâtiments sinistrés y compris les frais et pertes (notamment les frais supplémentaires) et les assurances de responsabilités (risques locatifs, responsabilité à l'égard des locataires, des propriétaires ou occupants et recours des voisins et des tiers).

### **3.5 Franchise**

Il est déduit du remboursement de l'assureur, pour les sinistres concernés, une franchise demeurant à la charge de l'administration.

Les candidats sont invités à formuler deux (2) propositions tarifaires globales pour le DAB.

Les candidats ; tout en tenant compte des tableaux de garanties des contrats actuels en cours et minimales ; présenteront obligatoirement :

- 1 proposition financière prenant en compte les données de garanties et de besoins définis, dans le CCTP et ses annexes, avec pour base une franchise absolue de 500 € applicable.
- 1 seconde proposition financière (Variante Obligatoire). La variante ne porte pas sur les montants assurés (garanties) qui restent fixes et identiques à ceux proposés dans la proposition financière 1. Cette variante prend en compte les données de garanties et de besoins définis, dans le CCTP et ses annexes, avec pour base une franchise fixée par le candidat. Le candidat propose dans la variante une offre financière proposant le meilleur ratio entre prime/franchise/garanties.

Ces propositions sont à compléter sur les annexes financières de l'acte d'engagement.

### **3.6 Exclusions**

Sont exclus du périmètre des garanties :

- Les dommages résultant d'une faute intentionnelle ou dolosive d'un assuré.
- Les pertes et dommages dus à des faits de guerre étrangère ou civile.
- Les dommages corporels.
- Les amendes, peines pénales et les pénalités de retard.
- Les véhicules à moteur, trains et matériels roulants assurés par des contrats spéciaux.
- Les appareils de navigation aérienne, maritime et fluviale.
- Toute pièce nécessitant de par sa nature ou son fonctionnement un remplacement périodique lorsque le sinistre est limité à cette pièce.
- Les conséquences d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de corrosion, de moisissure

ou de décomposition, de contraction, de fermentation ou d'oxydation lente, de l'usure normale, de détérioration graduelle, de vermine, d'évaporation ou de perte de poids de fonte, d'altération de saveur, de couleur, de texture ou d'apprêt et de vapeurs.

- Les conséquences pécuniaires de toutes les responsabilités délivrées par les contrats « *Responsabilité Civile Chef d'Entreprises* » (RC Exploitation, RC après livraison, RC professionnelle) pouvant incomber à l'assuré.
- Les dommages causés directement aux machines ou matériels par un bris ou un fonctionnement mécanique quelconque, l'erreur dans la programmation ou des instructions données, la manipulation, l'usure, la détérioration progressive, le vice propre (sauf en ce qui concerne le matériel informatique, de bureautique et appareils divers).
- Les dommages ou pertes provenant de manquants constatés lors d'inventaires, de disparitions inexpliquées ainsi que tous les détournements et falsifications.
- Les dommages qui relèvent de fait inéluctable, c'est-à-dire lorsque l'événement dommageable ne présente pas le caractère aléatoire requis pour l'exécution du contrat d'assurance : usure, corrosion ou entartrage normal, défaut intentionnel d'entretien ou défauts connus avant la souscription des garanties.
- Les pertes et dommages d'origine nucléaire ou causés par tout source de rayonnement ionisants.
- Le rapt et l'extorsion de fonds.
- Les dommages et/ou pertes qui sont la conséquence de la mise sous séquestre, saisie, confiscation, réquisition, destruction ou tout autre mesure ordonnée par des autorités civiles ou militaires.

Dans un document distinct des conditions générales d'assurance, et annexé au CRT (« 1.2 Nature et étendue des garanties »), les candidats doivent, obligatoirement, lister, de façon limitative, les autres exclusions et limitations de garanties ainsi que les observations relatives à celles-ci.

***Les exclusions et observations ajoutées sur l'acte d'engagement ou sur la grille tarifaire de l'annexe financière sont réputées non écrites.***

## **4 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE**

---

### **4.1 Définition**

Le présent contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir en raison des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non consécutifs à un dommage matériel ou corporel – y compris ceux causés par un incendie, une explosion ou par l'action de l'eau – causés à autrui et notamment du fait de :

- De toutes les personnes (rémunérées ou non) au service direct ou indirect de l'Assuré.
- De toutes les activités de l'Assuré, de tous ses services et activités annexes de toutes natures (dans leur fonctionnement, non fonctionnement ou fonctionnement mauvais ou tardif), notamment à la suite de traitements ou livraisons de produits.
- De tous biens de toute nature, dont il a la propriété, l'usage ou la garde à quelque titre que ce soit et des travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition y afférents.

La garantie est automatiquement étendue à tous services, y compris les services annexes qui

viendraient à être créés après signature du présent contrat et à toutes personnes, tous biens et toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus à l'Assuré.

L'Assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toutes déclarations supplémentaires tant sur les différentes activités actuelles que sur les nouvelles activités.

Pour plus de précisions, la responsabilité de l'Assuré est garantie selon une formulation "*tous sauf*". Ne sont donc exclus que les événements expressément indiqués comme tels.

#### **4.2 Les garanties minimales couvertes**

Les garanties proposées couvrent au minimum :

- La responsabilité de l'Etat en cas de mise en cause de celui-ci suite à des dommages consécutifs à la survenance d'un événement de caractère accidentel. Par accidentel, il faut entendre tout fait dommageable, non intentionnel de la part de l'Administration ou du bénéficiaire de la couverture, normalement imprévisible et provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.
- Les dommages immatériels non-consécutifs à la survenance d'un événement de caractère accidentel.
- L'indemnisation s'entend à l'ensemble des dommages matériels et immatériels susceptibles d'entrer dans l'assiette du recours exercé à l'encontre de l'assuré. Les bénéficiaires des garanties seront réputés tiers entre eux et tiers à l'égard des services de l'Etat et Etablissements Publics. Par tiers, il faut entendre toute victime autre que l'auteur des dommages.
- Tous les risques de responsabilité des services de l'Etat et établissements publics dans le cadre de leurs activités, de leur fait, du fait d'autrui, du fait du fonctionnement, du mauvais fonctionnement ou du non fonctionnement à l'égard de son personnel, des intervenants extérieurs, de l'ensemble des services, ou de tout tiers (usagers, publics, visiteurs, ...) dont notamment, responsabilité organisateur de manifestations, cérémonies, colloques ; responsabilité civile du fait à l'égard des agents, des élèves, des stagiaires, des intervenants extérieurs ; la responsabilité civile pour faute inexcusable et/ou faute intentionnelle d'un agent.
- La responsabilité civile du fait des immeubles : recours des voisins et des tiers pour les risques d'incendie, d'explosion, des dégâts des eaux. Cette garantie vise les recours résultant notamment de l'application des dispositions des articles 1384 et 1386 du code civil pour tous dommages causés à des tiers par les biens appartenant à l'Administration et/ou dont elle a la garde.
- La responsabilité de l'Assuré en qualité de locataire ou occupant, à quelque titre que ce soit, à l'égard du propriétaire des locaux, y compris les utilisations de courte durée et épisodiques.
- Les frais de procédure concernant les frais de procédure et honoraires d'avocat consécutifs à la défense de l'Assuré contre les recours intentés par les tiers, lorsque sa responsabilité sera engagée au titre des événements garantis. Le plafond de cette garantie est illimité.
- L'Assureur s'engage à exercer tout recours amiable et judiciaire contre un tiers responsable



d'un dommage causé aux services déconcentrés de l'Etat et Etablissements Publics. Par tiers responsable, on entend toute personne dont la responsabilité est engagée et qui n'a pas elle-même la qualité d'assuré ou de bénéficiaires des garanties au titre du même contrat.

#### **4.3 Tableau de montant des garanties et des franchises**

Le montant des garanties et franchises est précisé en **annexe 6 au CCTP**.

Les candidats listeront les garanties, autres que celles énumérées ci-dessus, qu'ils jugeraient utiles ou différenciatrices dans leur offre, en référençant clairement les prestations auxquelles elles s'appliquent.

Ces garanties seront mentionnées par le candidat dans le document annexé au CRT (« 1.2 Nature et étendue des garanties »).

#### **4.4 Franchise**

Il sera déduit du remboursement de l'assureur, pour les sinistres concernés, une franchise demeurant à la charge de l'administration.

Les candidats sont invités à formuler deux (2) propositions tarifaires globales pour la Responsabilité Civile.

Les candidats ; tout en tenant compte des tableaux de garanties des contrats actuels en cours et minimales ; présenteront obligatoirement :

- 1 proposition financière prenant en compte les données de garanties et de besoins définis, dans le CCTP et ses annexes, avec pour base la franchise mentionnée dans le tableau.
- 1 seconde proposition financière (Variante Obligatoire). La variante ne porte pas sur les montants assurés (garanties) qui restent fixes et identiques à ceux proposés dans la proposition financière 1. Cette variante prend en compte les données de garanties et de besoins définis, dans le CCP et ses annexes, avec pour base une franchise fixée par le candidat. Le candidat propose dans la variante une offre financière proposant le meilleur ratio entre prime/franchise/garanties.

Ces propositions sont à compléter sur l'annexe financière de l'acte d'engagement.

#### **4.5 Exclusions**

Sont exclus :

- Les dommages corporels subis par les préposés lorsque tout à la fois ces personnes bénéficient de la législation sur les accidents du travail ou les accidents de services et que la responsabilité incombe à l'Administration ou à un de ses préposés. Sauf, les sommes due au titre de la faute intentionnelle d'un des préposés, faute inexcusable par l'Administration ou les personnes substituées dans la direction
- Les amendes assimilées ou non à des réparations civiles, les redevances



- Les dommages provenant de guerre civile ou étrangère
- Les dommages causés par l'amiante
- Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive de toute personne bénéficiaire des garanties ou de l'Administration, ou de la participation active à un acte illicite (délict/crime), sauf au bénéfice de toute victime bénéficiaire du marché autre que l'auteur
- Les dommages causés ou aggravés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnement ionisant.

## **5 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

---

Le titulaire s'engage à adopter une démarche écoresponsable dans l'exécution de ses prestations. Cette démarche vise à limiter l'impact environnemental de son activité, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en préservant les ressources naturelles et en minimisant la production de déchets.

Le titulaire limite au maximum l'utilisation du plastique à usage unique.

L'ensemble des échanges contractuels, déclarations de sinistres et documents de gestion feront l'objet d'une dématérialisation complète, sauf demande contraire expresse du pouvoir adjudicateur ou clause du marché. Il est attendu que le titulaire privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).

Le titulaire s'engage à informer son personnel de l'importance de cette démarche et à le sensibiliser aux éco-gestes.

Le titulaire veille à l'efficacité énergétique des équipements utilisés dans le cadre des prestations fournies.